



***Meeting de solidarité avec les prisonniers palestiniens
le 11 mai à 19h00 à Paris***

Dossier de presse

- Annonce du meeting organisé par le Collectif National Pour Une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens le 11/05/12 à la Bourse du Travail de Paris.
- Un rapporteur de l'ONU «écœuré» par les prisons israéliennes (Source : *Libération*)
- Israël: rejet de l'appel de détenus palestiniens en grève de la faim (07 mai)
- Appel commun à action de plusieurs associations palestiniennes en faveur des droits de l'Homme et de soutien aux prisonniers palestiniens
- Communiqué d'Addammeer, l'association palestinienne de soutien aux prisonniers palestiniens, en date du 02 mai
- Article de Hassan Zerrouki du journal *L'Humanité* sur les conditions de détention
- Appel urgent : Bilal Diab et Thaer Halahleh dans un état grave.
- Soutien international aux prisonniers palestiniens
- Dans la presse

Agence Média Palestine

21 Ter Rue Voltaire

75011 PARIS

agencemediapalestine@gmail.com

Contact : Imen Habib 06.14.04.11.32

Soirée de soutien aux prisonniers palestiniens le 11 mai 2012 à Paris

A l'appel du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) *

Avec la participation du comité national de soutien à Salah Hamouri

En présence :

- ▶ de Salah Hamouri, Franco-palestinien de 27 ans ayant passé sept ans dans les prisons israéliennes. Il a été jugé, sans l'ombre d'une preuve, par un tribunal militaire d'occupation après trois années de détention administrative.
- ▶ de Janan Abdou Makhoul, l'épouse du prisonnier palestinien d'Israël Ameer Makhoul (militant des droits humains et responsable de Ittijah, coordination des ONG palestiniennes d'Israël, condamné à 9 ans de prisons sans autres preuves que des aveux extorqués sous la torture).
- ▶ de Fares Qadourra, directeur de « Nadi Al Assir » (Club des prisonniers)

**Le vendredi 11 mai, de 19h à 22h
à la Bourse du travail de Paris
Salle Eugène Henaff
29 boulevard du temple – 75003 PARIS
métro filles du Calvaire – ligne 8**

Solidarité avec les 1600 prisonniers en grève de la faim illimitée depuis le 17 avril.

Plus de 1600 prisonniers détenus dans les prisons israéliennes ont déclenché une grève de la faim illimitée, depuis le 17 avril pour réclamer :

- ▶ La fin de l'isolement (certains prisonniers sont placés dans les cellules d'isolement depuis plus de 10 ans).
- ▶ L'autorisation des visites familiales aux prisonniers de Gaza (les visites ont été stoppées par mesure de vengeance après la capture du soldat Shalit).
- ▶ La fin des mesures répressives, continuellement durcies, envers les prisonniers (les fouilles humiliantes, l'interdiction d'étudier et de s'informer...)
- ▶ La fin de la détention administrative (arrestation arbitraire et détention illimitée et renouvelée de six mois en six mois au gré des services sécuritaires sans aucune signification des charges).

Le contexte :

Depuis 1967, plus de 800 000 Palestiniens ont connu les prisons israéliennes. Il n'est guère de famille qui n'ait été touchée, à un moment ou à un autre.

4700 prisonniers sont détenus aujourd'hui en Israël, parmi eux :

- ▶ 185 enfants ou jeunes de moins de dix-huit ans
- ▶ 11 femmes,
- ▶ 27 députés,
- ▶ 2 anciens Ministres,
- ▶ 41 universitaires
- ▶ plus d'une centaine de personnes atteintes de maladies et de handicaps.
- ▶ 320 prisonniers sont soumis à la détention administrative. Ils sont détenus dans environ 21 prisons, 5 centres de détention, 4 centres d'interrogatoire, et au moins une installation secrète, le centre de détention 1391, tous lieux situés à l'intérieur d'Israël, en violation de l'article 49 de la Quatrième Convention de Genève qui interdit les transferts forcés en dehors du territoire occupé.

Cette dramatique situation a assez duré. Il est du devoir de toute personne éprise de justice et de liberté d'agir pour mettre fin à la détention politique et pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens.

* Membres du CNPJ DPI :

ACCA - AFD - AL - AAW - ATMF - ATF - AFPS - ANECR - ATTAC - AJPF - ARAC - AURDIP - CCIPPP - Cedetim / IPAM - CMF - CFK - CICUP - (CJACP) - CPPI Saint-Denis - CVPR PO - CJPP5 - CGT - Confédération paysanne - Droit-Solidarité - EELV - FTCR - FASE - FSU - GU - Génération Palestine - La Courneuve-Palestine - Le Mouvement de la Paix - Les Alternatifs - Les Femmes en noir - LDH - LIFPL - MRAP - MJCF - M'PEP - NPA - Organisation de Femmes Egalité - PCOF - PCF - PG - PSM - UAVJ - UTIT - GUPS-France - UJFP - UNEF - Union syndicale Solidaires

Invités du meeting :



Salah Hamouri, né en 1985 à Jérusalem d'un père palestinien et d'une mère française, a été emprisonné à 20 ans. Pour le jeter en prison, les autorités militaires israéliennes ont prétexté un projet d'assassinat qu'il a toujours nié et dont il n'y a aucune preuve.

Malgré ce dossier vide, Salah Hamouri a été contraint par la législation israélienne de « plaider coupable ». Il a passé 7 ans dans les géôles israéliennes.



Janan Abdu est chercheuse, militante palestinienne et épouse du prisonnier politique Ameer Makhoul, militant des droits humains et responsable de Ittijah, coordination des ONG palestiniennes d'Israël, condamné à 9 ans de prisons sans autres preuves que des aveux extorqués sous la torture.

Fares Qadourra est directeur de « Nadi Al Assir » (club des prisonniers)

Israël: rejet de l'appel de détenus palestiniens en grève de la faim

La Cour suprême d'Israël a rejeté lundi l'appel de deux détenus palestiniens en grève de la faim depuis 69 jours contre leur maintien en détention administrative, selon des sources concordantes.

Les appels de Thaër Halahla, 34 ans, et Bilal Diab, 27 ans, en grève de la faim depuis le 29 février, ont été rejetés, a annoncé à l'AFP leur [avocat](#) Jamil al-Khaldi. Me Khaldi a déploré l'attitude de la [justice](#) israélienne face à la détention administrative, estimant que "les services de renseignements avaient le dernier mot".

Il a ajouté que ses clients, soupçonnés d'appartenance au mouvement radical Jihad islamique, "poursuivraient leur combat jusqu'au bout".

"De toute évidence, une grève de la faim ne peut pas être un critère à elle seule en ce qui concerne la période de détention administrative", a affirmé la Cour dans son arrêt. Le juge Elyakim Rubinstein a néanmoins attiré l'attention des autorités militaires sur une clause permettant la libération conditionnelle d'un détenu si "son état de [santé](#) serait aggravé par son maintien en détention au point de mettre ses jours en danger", considérant la question digne d'être examinée en l'espèce "sur la base médicale appropriée".

"La détention administrative ne satisfait aucun juge, mais elle est nécessaire lorsque le dossier repose sur des renseignements confidentiels dont la divulgation mettrait en danger les sources et les moyens dont ils ont été obtenus", souligne-t-il, en référence au réseau d'informateurs des services de sécurité israéliens, considérés comme des "collaborateurs" par les Palestiniens.

Le juge Rubinstein propose par conséquent, pour "respecter les droits des détenus sans nuire à la sécurité", que le dossier puisse être examiné par un "juriste agréé par les détenus, qui recevrait l'accréditation de sécurité nécessaire" pour y avoir accès. Un tribunal militaire israélien avait rejeté le 23 avril la demande de libération des deux suspects, qui ont comparu le 3 mai devant la Cour suprême. Le Jihad islamique a condamné dans un communiqué une décision qui revient à "exécuter les deux prisonniers après l'échec des tentatives pour briser leur volonté et arrêter leur bataille héroïque" et met en garde "le gouvernement de l'occupation contre les conséquences" de leur mort éventuelle.

L'ONG Médecins pour les droits de l'Homme-Israël (PHR-Israël) a dénoncé "la décision de la Cour suprême qui équivaut à une peine de mort". "Leur vie est en danger et leurs familles n'ont toujours pas le droit de les voir", selon une porte-parole, Amani Daïf. Au moins un tiers des quelque 4.700 détenus palestiniens d'Israël (dont plus de 310 en détention administrative) sont actuellement en grève de la faim, selon l'administration pénitentiaire israélienne et des sources officielles palestiniennes. Ce mouvement collectif a été lancé 17 avril, date de la Journée des [prisonniers palestiniens](#).

Les détenus réclament l'abolition de l'isolement carcéral et de la détention administrative, une disposition controversée héritée du mandat britannique sur la Palestine qui permet l'incarcération sans inculpation ni jugement pour des périodes de six mois renouvelables indéfiniment.

Un rapporteur de l'ONU « écoeuré » par les prisons israéliennes

Le rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'homme dans les Territoires palestiniens occupés, Richard Falk, se déclare mercredi *« écoeuré par les violations continues des droits de l'homme dans les prisons israéliennes »*, se référant à la grève de la faim engagée par des centaines de détenus palestiniens.

« Je suis écoeuré par les violations continues des droits de l'homme dans les prisons israéliennes et j'appelle le gouvernement d'Israël à respecter les obligations internationales en matière de droits de l'homme à l'égard des détenus palestiniens », affirme l'Américain Richard Falk dans un communiqué.

« Israël doit traiter ces grévistes de la faim selon les standards internationaux, y compris en autorisant les visites des familles », ajoute-t-il.

Près d'un tiers des Palestiniens détenus par Israël sont en grève de la faim depuis le début de ce mouvement collectif le 17 avril.

Ils réclament l'abolition de l'isolement carcéral et de la détention administrative, une disposition héritée du mandat britannique sur la Palestine qui permet l'incarcération sans inculpation ni jugement de suspects pour des périodes de six mois renouvelables indéfiniment.

Des discussions sont en cours entre l'administration pénitentiaire et des représentants des prisonniers, avaient indiqué lundi des sources palestiniennes et israéliennes.

Des responsables palestiniens ont fait état lundi de 2 000 grévistes de la faim sur près de 4 700 détenus, mais la porte-parole de l'administration pénitentiaire israélienne Sivan Weizman a indiqué à l'AFP que 1 450 prisonniers y participaient.

Richard Falk appelle la communauté internationale à veiller à ce qu'Israël respecte les lois et normes internationales en matière de droits de l'homme dans sa façon de traiter les prisonniers palestiniens.

Il rappelle dans son communiqué que depuis 1967 *« quelque 750 000 Palestiniens, dont 23 000 femmes et 25 000 enfants ont été en détention dans les prisons israéliennes, soit approximativement 20% du total de la population palestinienne des territoires occupés »* (AFP).

Source : *Libération*

http://www.liberation.fr/monde/2012/05/02/un-rapporteur-de-l-onu-ecoeure-par-les-prisons-israeliennes_815821

Appel commun à action de plusieurs associations palestiniennes en faveur des droits de l'Homme et de soutien aux prisonniers palestiniens

3 mai 2012

Comme les organisations qui se consacrent à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé (TPO), le Conseil palestinien des Organisations pour les droits de l'homme (PCHRO) est gravement préoccupé par une série de mesures collectives punitives prises par les services pénitentiaires israéliens contre les prisonniers politiques palestiniens engagés actuellement dans une grève de la faim de masse. Ces mesures comprennent l'isolement, des amendes quotidiennes allant jusqu'à 500 NIS (100€), la confiscation du seul pour l'eau, la privation de l'électricité et des fouilles aléatoires des cellules et à corps.

La préoccupation majeure concerne aussi les vies de Bilal Diab et de Thaer Halahleh, qui commencent aujourd'hui leur 66ème jour de grève de la faim. Les deux hommes sont dans un état critique et l'accès à des médecins indépendants leur a été nié pendant la majorité de leur grève de la faim. Thaer a indiqué qu'ils ont été soumis à une pression importante des médecins et de l'administration de la prison pour qu'il brise leur grève, mais ils sont déterminés à la poursuivre jusqu'à leur libération. Aucune décision n'a été prise lors de l'audience de la haute cour israélienne aujourd'hui concernant leurs ordres de détention administrative. Bilal et Thaer ont été emmenés à l'audience en fauteuils roulants. Bilal a perdu connaissance pendant l'audience et aucun médecin n'était présent dans le tribunal. Thaer a témoigné des mauvais traitements qu'il a subis depuis son arrestation. Le juge Amnon Rubenstein a annoncé que le panel de juges prendrait sa décision avec avoir examiné "le dossier secret", mais après l'examen, il a déclaré que les parties seraient informées plus tard, sans préciser quand.

Le 17 avril 2012, les [prisonniers palestiniens](#) détenus dans les prisons israéliennes ont lancé une grève de la faim de masse pour exiger la fin de la détention administrative, de l'isolement et autres mesures punitives prises contre eux, dont le déni de visites des familles et des avocats, en particulier pour les prisonniers de la Bande de **Gaza** qui sont privés de visites familiales depuis 2007, et le déni d'accès à l'enseignement universitaire. La campagne n'a cessé de gagner du terrain au cours des deux dernières semaines et on estime à 2500 le nombre de prisonniers actuellement en grève de la faim illimitée.

Depuis le début de la grève de la faim, les services pénitentiaires israéliens ont puni collectivement les prisonniers participant à la grève en utilisant un large éventail de tactiques. Les informations les plus récentes indiquent que certains prisonniers se voient infliger des amendes entre 250 NIS (50€) et 500 NIS (100€) par jour de grève. Dans la prison du Naqab, des prisonniers subissent des inspections quotidiennes des sections, qui durent de 40 à 50 minutes. Ces inspections comprennent des fouilles à corps et des cellules. De plus, les prisonniers ne sont plus autorisés à quitter leurs quartiers pour la pause quotidienne.

De nombreux grévistes de la faim ont été transférés dans différentes prisons ou dans des sections spéciales à l'intérieur des prisons, pour tenter de les isoler davantage du mouvement croissant et du monde extérieur. Les derniers transferts incluent le mouvement de prisonniers entre la prison Megiddo, la prison Shatta et une section spéciale de la prison Gilboa. Au moins trois leaders de la campagne ont été placés en confinement solitaire à Beersheba, en plus de nombreux autres qui ont été mis en isolement dès qu'ils ont annoncé leur grève de la faim. 96 grévistes ont été transférés à la prison Ohalei Keidar, et deux d'entre eux ont été mis en cellules d'isolement.

Les avocats qui ont tenté de visiter les prisonniers en grève en ont été empêchés, l'administration carcérale interdisant purement et simplement les visites, arguant qu'elles n'avaient pas été correctement organisées, ou déclarant des "situations d'urgence" juste avant ou pendant les visites programmées et pré-approuvées. Le 29 avril, un avocat de l'association [Addameer](#) pour le soutien aux prisonniers et aux droits de l'homme s'est entendu signifier que sa visite à la prison Ashkelon n'avait pas reçu d'approbation, alors qu'elle avait été confirmée la veille. Un autre avocat n'a été autorisé à voir le secrétaire-général du Front populaire de libération de la **Palestine** (FPLP) Ahmad Sa'adat, qui a été transféré au centre médical de la prison Ramleh le 27 avril, que pendant 10 minutes le 30 avril, et sa visite a été refusée le lendemain.

6 autres prisonniers palestiniens restent en grève de la faim prolongée, dont Hassan Safadi, qui entre aujourd'hui dans son 60ème jour, et Omar Abu Shalal, dans son 58ème jour. Jaafar Azzedine, actuellement au 43ème jour de grève de la faim, souffre de vertiges répétés, et il s'est blessé à la tête la semaine dernière après un évanouissement. Ces hommes sont privés de visites de médecins indépendants et d'avocats, malgré la détérioration rapide de leur état de santé, tandis que les autorités israéliennes continuent de violer leurs droits humains, en particulier leur droit à la santé.

Dans le contexte de la grève de la faim de masse des prisonniers politiques palestiniens, le PCHRO :

- appelle l'Union européenne, en particulier le Parlement européen, les Nations Unies et le Comité international de la Croix-Rouge à intervenir immédiatement auprès d'**Israël** pour sauver les vies de Bilal Diab et de Thaer Halahleh et exiger qu'ils soient libérés de la détention administrative;
- exige que tous les grévistes de la faim aient accès, sans restriction, à des médecins indépendants et aux soins médicaux appropriés ;
- exige que les Etats membres des Nations Unies fassent pression d'urgence sur **Israël** pour qu'il mette fin à sa politique de détention arbitraire et se conforme aux règles standard concernant le traitement des prisonniers adoptées en 1955, qui établissent ce qui est généralement accepté comme étant les principes et pratiques décentes de traitement des prisonniers ;
- appelle le Parlement européen à envoyer une mission d'enquête parlementaire, incluant des membres du sous-comité des droits de l'homme, pour enquêter sur les conditions de détention des Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes.

Le Conseil palestinien des organisations pour les droits de l'homme :



Association Addameer pour le soutien des Prisonniers et des droits de l'homme
Sahar Francis, directeur général



Association Addameer pour les droits de l'homme
Khalil Abu Shammala, directeur général



AL-HAQ
Shawan Jabarin, directeur général



Centre Al-Mezan pour des

droits de l'homme
Issam Younis, directeur général



Centre de Ressources Badil pour les droits à la résidence palestinienne et des réfugiés
Najwa Darwish, directeur général



Défense des Enfants International - section **Palestine**
Rifat Kassis, directeur général



ENSAN CENTER
Centre Ensan pour les droits de l'homme et la démocratie
Shawq Issa, directeur général



Hurryyat - Centre pour la défense des libertés et des

droits civiques
Helmi Al-Araj, directeur général



Centre de **Jérusalem** pour l'aide juridique et les droits de l'homme
Issam Aruri, directeur général



Centre de Ramallah pour les études sur les droits de l'homme
Iyad Barghouti, directeur général



Centre des Femmes pour l'aide et le conseil juridiques
Maha Abu Dayyeh, directeur général

Source : <http://www.addameer.org/etemplate.php?id=473>

En français : [ISM](#)

Communiqué d'Addameer, l'association palestinienne de soutien aux prisonniers palestiniens en date du 02 mai

Environ 1200 prisonniers palestiniens de toutes les organisations ont commencé une grève de la faim illimitée le 17 Avril, la campagne prenant un nouvel élan au cours de cette dernière semaine car d'autres prisonniers se joignent au mouvement tous les jours.

[Addameer](#) estime que le nombre actuel de détenus engagés dans une grève de la faim illimitée est d'environ **2000**. Ce nombre inclut [les 19 prisonniers actuellement détenus en isolement](#) pour des « raisons de sécurité. » On a appris le 23 avril dernier, que Ahmad Saadat, le Secrétaire général emprisonné du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) et maintenu en isolement depuis plus de trois ans, était en grève de la faim depuis le 17 avril et qu'il avait en 6 jours déjà perdu 6 kg.

Comme lors des grèves de la faim dans le passé, le Service pénitentiaire israélien (IPS) a intensifié les mauvais traitements imposés aux prisonniers en grève de la faim pour tenter de saper leur mouvement. Les mauvais traitements appliqués contre les prisonniers grévistes comprennent les attaques sur les cellules des prisonniers, la confiscation des effets personnels, les transferts d'une prison à l'autre, le placement en cellule d'isolement, des amendes et le refus des visites familiales et des avocats. Les avocats d'Addameer se sont vus refuser l'accès à tous les prisonniers en grève de la faim.

Quarante prisonniers qui ont commencé leur grève de la faim aujourd'hui dans la prison d'Ofer ont été informés qu'ils seront transférés à une autre section de la prison et ne seront pas autorisés à apporter avec eux tous les effets personnels, sauf des vêtements. Dans la prison d'Ashkelon, les 150 grévistes de la faim subissent des raids quotidiens sur leurs cellules par les forces spéciales israéliennes. En plus de tous les effets personnels confisqués, les IPS ont également confisqué des compléments des prisonniers grévistes, comme le sel pour leur eau.

Les prisonniers en grève dans la prison de Nafha ont également eu leur sel confisqué, ce qui soulève de graves problèmes de santé pour les prisonniers engagés dans la privation de nourriture. Parmi les quelque 400 prisonniers en grève de la faim dans Nafha, au moins 40 ont été transférés hors de leurs sections. Les grévistes dans Nafha ont également été soumis à des amendes et l'électricité a été coupée dans leurs cellules.

Le 23 avril, six prisonniers de plus ont rejoint le mouvement dans la prison du Naqab et ils ont tous été immédiatement placés en cellule d'isolement. Une femme prisonnière, Lina Jarbouni, s'est également déclarée en grève de faim illimitée le 19 avril et elle a été placée en isolement le même jour. Ces mesures mentionnées ci-dessus ne sont que quelques exemples des sanctions appliquées partout, en particulier l'utilisation des transferts et de l'isolement, auxquelles sont actuellement confrontés les prisonniers participant au mouvement. C'est clairement une tentative de l'IPS de les isoler du monde extérieur et des autres prisonniers impliqués dans la campagne.

Dans le même temps, huit prisonniers, dont cinq [détenus administratifs](#), restent dans de longues grèves de la faim lancées avant le 17 avril. Sept de ces prisonniers ont été transférés au centre médical à la prison de Ramleh.

[Thaer Halahleh et Bilal Diab](#) sont à ce jour dans leur 57^e grève de la faim. Bien que leur état de santé se détériore rapidement, leurs recours contre leurs ordres de détention administrative ont été rejetés par un juge militaire israélien le 23 avril. Hier, 24 avril, le recours déposé par Hassan Safadi devant la Haute Cour israélienne contre sa détention administrative a été rejeté. Il en est à son 52^{ème} jour de grève de la faim. Les détenus administratifs [Omar Abou Shalal et Jaafar Azzedine](#) sont respectivement dans leur 50^e et 35^e jours de grève de la faim.

Se trouvent également placés à présent au centre médical de la prison centrale de Ramleh, Mohammad Taj, à son 39^e grève de la faim et qui demande à être traité comme un prisonnier de guerre, et Mahmoud Sarsak, à son 34^e jour de grève de la faim en signe de protestation d'être emprisonné en vertu d'une loi israélienne sur « les combattants sans droits ». Enfin, Abdullah Barghouti, détenu en isolement à la prison de Rimon, en est à son 14^e jour de grève de la faim.

Addameer réitère sa grave préoccupation que ces grévistes de la faim ne reçoivent pas les soins adéquats dans le centre médical de l'IPS, puisque les médecins indépendants n'ont pas le droit de réaliser des visites.

Malgré les mesures punitives prises contre les prisonniers grévistes, le mouvement ne cesse de croître. Les six femmes détenues dans Hasharon qui n'étaient pas encore en grève ont annoncé qu'elles entameront une grève de la faim illimitée à partir du 1^{er} mai. D'autres prisonniers devraient également progressivement participer à la campagne, dont 120 détenus de la prison d'Ofer qui vont commencer leur mouvement le 29 Avril. Alors que la grève de la faim de masse prend un élan supplémentaire, il deviendra d'autant plus crucial pour les prisonniers en grève d'avoir un accès illimité à leurs avocats et à des médecins indépendants.

À la lumière de ces développements, une relance de l'action au niveau international est nécessaire pour attirer l'attention sur les légitimes revendications des prisonniers palestiniens.

Addameer renouvelle donc son appel à tous les partis politiques, institutions, organisations et groupes de solidarité agissant dans le domaine des droits de l'homme dans les territoire palestiniens occupés et à l'étranger, pour soutenir les prisonniers dans leur campagne de grève de la faim.

Source : <http://www.addameer.org/etemplate.php?id=470>

Traduction Claude Zurbach pour
http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=12115

Article de Hassan Zerrouki du journal *L'Humanité* sur les conditions de détention

Plusieurs milliers de détenus palestiniens sont en grève de la faim depuis le 17 avril. Ils entendent protester contre les conditions humiliantes de leur détention, l'isolement carcéral, les sévices, et alerter l'opinion internationale.

Descentes quotidiennes suivies de baston des détenus, confiscation d'objets personnels, placement au secret, amendes, refus des visites familiales, transferts vers d'autres prisons, telles sont les méthodes utilisées par le service des prisons israéliennes (SPI) pour briser le mouvement de grève de la faim massive entamée depuis le 17 avril par quelque 2 000 Palestiniens – 1 450, selon l'administration pénitentiaire israélienne – sur les 4 699 détenus palestiniens en Israël. Pire, selon [Addameer](#), ONG spécialisée dans la défense des droits des détenus palestiniens, le SPI a même confisqué le sel pour l'eau nécessaire à l'alimentation des grévistes de la faim. Quant à l'ONG Médecins pour les droits de l'homme Israël, elle a dénoncé l'administration pénitentiaire, l'accusant « d'empêcher les grévistes de la faim en détention administrative d'avoir accès à un traitement médical, afin de briser leur protestation non violente ». Dans une lettre ouverte manuscrite, sortie clandestinement, les dirigeants emprisonnés du mouvement de grève se sont dits prêts à « mourir en martyrs jusqu'à l'obtention » de leurs « droits et la fin de la politique d'isolement cellulaire ». Loin de faiblir, le mouvement de grève s'est étendu aux 17 prisons et centres de détention israéliens où sont emprisonnés des Palestiniens. Quelque 3 500 détenus au total devraient rejoindre un mouvement que d'aucuns qualifient de « plus grande grève illimitée de la faim dans les prisons », indique encore l'ONG Addameer.

Parmi les grévistes de la faim en danger de mort, Ahmed Saadat, le secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), qui purge une peine de trente ans de prison sous l'accusation de meurtre, en 2001, du ministre israélien du tourisme, Rehavam Zeevi, et ce, en dépit de l'abandon des charges par le parquet. Selon ses proches et ses avocats, il a été transféré vers une prison hôpital près de Tel-Aviv. Il y a le cas d'Hassan Safadi, en détention administrative pour la septième fois en moins de deux ans, et qui mène une grève de la faim depuis près de soixante jours ! Enfin, autre prisonnier au secret à la prison d'Hadarim depuis le 5 avril pour avoir appelé à un soulèvement populaire pacifique dans les territoires occupés, Marwan Barghouti.

«Ce qui se passe dans les prisons n'est pas humain»

Ce mouvement de grève a été décidé pour exiger la fin de la détention administrative, pratique consistant à emprisonner sans jugement des Palestiniens pour des périodes indéterminées, l'abolition de l'isolement carcéral pour « raisons de sécurité » et du refus des visites familiales, la fin des tortures, des brimades et autres conditions humiliantes de détention à l'endroit des prisonniers palestiniens, la libération des détenus atteints de maladies incurables. Selon le directeur du bureau des statistiques du ministère palestinien des Prisonniers, Abdul-Nasser Ferwana, lui-même ancien prisonnier, 51 détenus palestiniens sont morts en raison de négligences médicales, tandis que d'autres sont morts après leur libération en raison de la détérioration de leur état de santé. C'est le cas, par exemple, de Zacharie Issa, Hael Abou Zeid, Fayez Zaidat...

Au plan politique, le chef du Hamas, Khaled Mechaal, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et la Ligue arabe ont convenu d'internationaliser la question des prisonniers palestiniens et de la soumettre à l'Assemblée générale de l'ONU. « La question des prisonniers palestiniens est urgente et ce qui se passe dans les prisons israéliennes n'est pas humain », a estimé le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al Arabi. En outre, en écho à la lutte des détenus palestiniens, un vaste mouvement de solidarité – rassemblements, meetings – a lieu en Cisjordanie et à Gaza ainsi qu'à l'étranger, notamment en France (voir le site de l'Association France-Palestine).

881 prisonniers sont en attente de jugement

En effet, Israël détient 4 699 Palestiniens dont 319 en détention administrative, 138 mineurs de douze à seize ans, 27 députés, 8 femmes. Sur ce nombre, 533 prisonniers ont été condamnés deux fois à la perpétuité et 456 à plus de vingt ans de prison. Parmi eux, indique le Ministère palestinien des prisonniers, Karim Younès, le plus ancien prisonnier au monde, avec plus de trente ans de détention. Toujours selon la même source, 881 sont en attente de jugement.

Plus généralement, depuis 1967, année d'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, 750 000 Palestiniens (près du tiers de la population) dont 12 000 femmes – certaines ayant même accouché en prison – et près de 10 000 enfants ont été détenus en Israël.

Ces enfants Palestiniens détenus en Israël

Plus de 700 enfants palestiniens, âgés entre douze et dix-sept ans, sont déférés chaque année devant les tribunaux israéliens sous l'accusation de jets de pierres contre les soldats israéliens, indique, dans son rapport daté du 20 mars, l'ONG DEI (Défense des enfants international). Et pour l'ONG israélienne B'Tselem, entre 2005 et 2010, sur les 835 mineurs condamnés, un seul a été acquitté. Toujours est-il qu'aujourd'hui, 138 d'entre eux croupissent en prison. Pire, sur la base de 311 témoignages d'anciens détenus enfants, DEI indique que 75% ont subi des violences et des tortures, certains ayant été interrogés, les yeux bandés et les mains attachées derrière le dos, en l'absence de leurs parents. Sur ce nombre, 116 avaient entre quatorze et quinze ans au moment de leur détention.

Hassane Zerrouky

Source :

<http://www.humanite.fr/monde/vaste-mouvement-des-prisonniers-palestiniens-495660>

Appel urgent : Bilal Diab et Thaer Halahleh dans un état grave

Ramallah, 1er mai 2012

[Addameer](#) exprime sa plus extrême inquiétude pour les vies de Bilal Diab et Thaer Halahleh, actuellement à leur 63e jour entier de grève de la faim pour protester contre leur détention administrative. Un médecin indépendant des Médecins pour les Droits de l'Homme-Israël (PHR-Israel) a constaté hier, 30 avril, que Bilal court un risque immédiat de mort et que tous les deux, lui et Thaer, doivent être transférés immédiatement vers un hôpital civil afin d'y recevoir des soins médicaux appropriés. La visite d'hier de PHR-Israel a été seulement la seconde visite d'un médecin indépendant depuis le début de leur grève de la faim et n'est intervenue qu'à la suite d'une requête judiciaire enregistrée dans un tribunal israélien de district en direction du Service des Prisons israélien (SPI) pour permettre l'accès auprès de Bilal et Thaer au centre médical de la prison de Ramleh. Toute visite suivante pourrait encore demander de retourner devant le tribunal.

Selon PHR-Israel, "les deux détenus souffrent d'une faiblesse musculaire aigue dans les membres qui les empêche de se lever. Ils ont besoin tous les deux d'une assistance complète dans les activités quotidiennes telles que prendre une douche, bien qu'une telle aide ne soit pas apportée à l'infirmerie du SPI. Tous les deux souffrent d'une diminution aigue de la tonicité musculaire et sont cloués au lit, ce qui les expose à une double menace : atrophie musculaire et thrombophlébite, ce qui peut mener à un caillot sanguin fatal."

En outre, le médecin de PHR-Israel a remarqué que l'état de santé de Bilal menaçant sa vie comprend une perte de poids prononcée, une crainte de dommage nerveux périphérique, un pouls extrêmement bas (39 pulsations par minute) et une tension artérielle faible, une sévère déshydratation et une possible hémorragie interne. Le médecin a déclaré que Bilal devait être transféré immédiatement vers un hôpital et bénéficier d'un contrôle complet du cœur. Après la visite du médecin, Bilal a été transféré vers un hôpital civil, seulement pour être retransféré à la prison de Ramleh quelques heures plus tard. Après un collapsus cet après-midi, il a été transféré de nouveau à l'hôpital Assaf Harofeh, où il demeure actuellement. Ces fréquents transferts ne servent qu'à mettre davantage en danger son état fragile.

Le médecin a constaté que Thaer aussi est dans un état de santé inquiétant et souffre d'une perte de poids prononcée et a mal du côté gauche en haut du dos, qui, selon PHR-Israel, associé à d'autres symptômes, "peut indiquer une inflammation de la plèvre (membrane autour des poumons) ou même un caillot sanguin, qui peut être mortel sans des soins médicaux appropriés". Par conséquent, le médecin en a conclu que Thaer doit être transféré vers un hôpital civil, étant donné qu'il a besoin d'un CT scanner des poumons, qui ne peut être effectué au centre médical du SPI.

Les craintes d'Addameer, que l'état médical sérieux de Bilal et Thaer soit arrivé à cause des réponses inappropriées et nuisibles de la part du SPI au centre médical de la prison de Ramleh ont été confirmées par la visite d'hier du médecin. En plus des transferts imprudents en allant et venant vers l'hôpital pour Bilal, Thaer et Bilal ont tous les deux rapporté que les gardes de la prison étaient récemment entrés dans leurs cellules et avaient exécuté des fouilles violentes. Thaer a aussi rapporté avoir été insulté par un médecin du SPI deux jours auparavant.

Et qui plus est, l'avocat de Bilal et Thaer, Jamil Al-Khatib a essayé de rendre visite à Bilal cet après-midi et a été repoussé par le SPI. On lui a dit qu'il devait soumettre une "demande spéciale" aux conseillers juridiques du SPI. Les requêtes de Bilal et Thaer à la Haute Cour israélienne contre leur ordre de détention administrative seront examinées en audience le 3 mai. Une requête pour des visites familiales à Bilal a aussi été rejetée par le SPI, qui a déclaré que les visites familiales avaient officiellement été refusées du 9 février au 9 juillet pour "avoir violé un ordre du SPI" en étant en grève de la faim. Le SPI continue d'utiliser tout obstacle à sa disposition en empêchant les avocats et les médecins d'accéder auprès des prisonniers faisant la grève de la faim. Ces tactiques sont destinées à isoler les grévistes de la faim autant que possible des sources de soutien fiables et de l'information médicale, dans une totale indifférence à leur état le plus pressant.

Addameer condamne la plus flagrante violation par le SPI de l'éthique médicale dans son traitement de Bilal, de Thaer et de tous les autres grévistes de la faim demandant des soins médicaux, et tient la Puissance occupante pour responsable de leur état actuel. Addameer appelle la communauté internationale à exiger que Bilal et Thaer soient immédiatement admis tous les deux dans les hôpitaux civils, sans transferts supplémentaires, et qu'ils aient accès de façon inconditionnelle à des médecins indépendants et à leurs avocats. Addameer exhorte l'Union Européenne, les Nations Unies et le Comité International de la Croix Rouge à agir immédiatement et à intervenir auprès d'Israël de la manière la plus ferme possible pour sauver les vies de Bilal et Thaer avant qu'il ne soit trop tard.

(Traduit de l'anglais par Yves Jardin)

Source :

<http://www.addameer.org/etemplate.php?id=472>

<http://www.france-palestine.org/Appel-urgent-Bilal-Diab-et-Thaer>

Soutien international aux prisonniers palestiniens

Prisoners' hunger strike enters 12th day Take Action Now! 60 Days of Hunger for Bilal Diab and Thaer Halahleh

12 days into the open-ended [Hunger Strike for Dignity](#), Palestinian political prisoners are persisting in their strike. Over 1300 prisoners launched an open-ended strike on April 17, Palestinian Prisoners' Day, joined by 2300 more prisoners on one-day hunger strikes. Since April 17, hundreds of additional Palestinian prisoners have joined the open-ended strike, and hundreds more have announced plans to join on May 1. [These prisoners have explicitly called for international solidarity – act now to support their struggle!](#) **Send a letter to Israeli authorities demanding full implementation of the prisoners' demands.**

Tweet Now: [Demand Israeli occupation implement demands of #PalHunger Strikers #PalestinianPrisoners](#) <http://samidoun.ca/?p=859>

The hunger strike has several [key demands](#), including:

- An end to the policy of solitary confinement and isolation which has been used to deprive Palestinian prisoners of their rights for more than a decade;
- An end to administrative detention;
- To allow the families of prisoners from the Gaza Strip to visit prisoners. This right has been denied to all families for more than 6 years;
- An improvement in the living conditions of prisoners and an end to the 'Shalit' law, which outlaws newspapers, learning materials and many TV channels; and
- An end to the the policies of humiliation which are suffered by prisoners and their families such as strip searches, nightly raids, and collective punishment.

Palestinian prisoners on hunger strike have been hit hard with [retaliation](#) from Israel Prison Services, including [beatings](#), [transferring from one prison to another](#), [confiscation of salt \(an act that could have severe health consequences for hunger strikers\)](#), [denial of family and lawyer visits](#), and [isolation and solitary confinement of hunger strikers](#). Ahmad Sa'adat, Palestinian national leader, General Secretary of the Popular Front for the Liberation of Palestine, and isolated political prisoner, has already lost 6 kg, even as he [reports that prisoners' morale is high](#). Palestinians have protested across Palestine, while protesters at Ofer prison were [attacked by occupation soldiers](#).

As the massive hunger strike continues, eight prisoners who have been on lengthier hunger strikes face health crises, including [Bilal Diab](#) and [Thaer Halahleh](#), who have now been on hunger strike for over sixty days. [Addameer writes as part of an extensive update](#):

Seven of these prisoners have been transferred to Ramleh prison medical center. Thaer Halahleh and Bilal Diab are on their 57th day of hunger strike today. Despite their rapidly deteriorating medical condition, both of their appeals against their administrative detention orders were rejected by an Israeli military judge on 23 April. Yesterday, 24 April, Hassan Safadi's petition to the Israeli High Court against his administrative detention was rejected. He is on his 52nd day of hunger strike. Administrative detainees Omar Abu Shalal and Jaafar Azzedine are on their 50th and 35th days of hunger strike respectively. Also now in Ramleh prison medical center are Mohammad Taj, on his 39th day of hunger strike demanding to be treated as a prison of war, and Mahmoud Sarsak, on his 34th day of

hunger strike in protest of being held under Israel's Unlawful Combatants Law. Lastly, Abdullah Barghouti, held in isolation in Rimon prison, is on his 14th day of hunger strike. [Addameer](#) reiterates its grave concern that these hunger strikers are not receiving adequate healthcare in the IPS medical center and that independent doctors are still being denied visits to them

Palestinian prisoners have put their bodies on the line for dignity, justice and freedom, and they need international support. Palestinian Prisoners' Day saw a [call supported by over eighty organizations](#), with events taking place in Toronto, Seville, Pisa, Madrid, Vancouver (see [videos](#) and [photos](#)), Seattle (see [photos](#)), Chicago, Glasgow (see [photos](#)), Dublin, Bradford, Den Haag, Brussels (see [video](#)), Manchester (see [photos](#)) and many more. The Scottish Trades Union Congress [passed a historic resolution](#) supporting Palestine and Palestinian political prisoners. **More action is needed urgently now!**

TAKE ACTION!

1. [Sign a letter demanding the Israeli state implement all of the demands of hunger striking Palestinian prisoners.](#) **Tell the Israeli Prison Services that the world is watching!** [Click here to sign.](#)
2. **Join a protest or demonstration for Palestinian prisoners. Major marches will take place in [Edinburgh on April 28](#), at 12 noon, assembling at Charlotte Square; and in [London on April 28](#) at 4 pm, across from 10 Downing Street.** Organizing an event, action or forum on Palestinian prisoners on your city or campus? [Use this form to contact us](#) and we will post the event [widely](#). *If you need suggestions, materials or speakers for your event, please [contact us](#) at samidoun@samidoun.ca.*
3. **Contact your government officials and demand an end to international silence and complicity with the repression of Palestinian political prisoners.** In Canada, Call the office of John Baird, Foreign Minister, and demand an end to Canadian support for Israel and justice for Palestinian prisoners, at : 613-990-7720; Email: bairdj@parl.gc.ca. In the US, call the office of Jeffrey Feltman, Assistant Secretary of State for Near East Affairs (1.[202.647.7209](tel:202.647.7209)). Demand that Jeffrey Feltman bring this issue urgently to his counterparts in Israel.
4. **Write to the International Committee of the Red Cross** and demand they uphold their duties to protect the rights of Palestinian political prisoners. [Click here to sign a one-minute letter](#) and make your voice heard!
5. **Distribute materials, including factsheets and videos, telling the story of Palestinian prisoners.** [Click here for videos](#) and [here for factsheets](#).

Contact Israeli Officials supporting Palestinian prisoners on hunger strike

It is urgent that Israeli officials hear that the hunger strikes of Palestinian political prisoners are being followed internationally, and that people around the world are demanding their freedom and the implementation of their demands - and that people around the world are monitoring the situation of Palestinian prisoners. Use this form to send a letter of protest to Israeli officials.

Source :

<http://samidoun.ca/2012/04/prisoners-hunger-strike-enters-12th-day-take-action-now-60-days-of-hunger-for-bilal-diab-and-thaer-halahleh/#letter>

Dans la presse

Le Point :

http://www.lepoint.fr/monde/israel-la-derniere-arme-des-prisonniers-palestiniens-04-05-2012-1458140_24.php

Euronews :

<http://fr.euronews.com/2012/05/03/cisjordanie-heurts-lors-d-une-manifestation-de-soutien-aux-prisonniers-/>

RFI :

<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20120503-greve-faim-poursuit-prisons-israeliennes-kadher-adnan>

Libération :

http://www.liberation.fr/monde/2012/05/02/un-rapporteur-de-l-onu-ecoeure-par-les-prisons-israeliennes_815821

L'Humanité :

<http://www.humanite.fr/monde/vaste-mouvement-des-prisonniers-palestiniens-495660>

Le Temps :

http://www.letemps.ch/Page/Uuid/c8bc93e0-92d1-11e1-8e9e-8b808483524e/2000_prisonniers_palestiniens_ont_cess%C3%A9_de_salimenter

Yahoo !

<http://fr.news.yahoo.com/isra%C3%AB1-200-prisonniers-palestiniens-entament-gr%C3%A8ve-faim-064345625.html>

Le Nouvel Obs :

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20120417.AFP3532/journee-des-prisonniers-1-200-detenus-palestiniens-en-greve-de-la-faim.html>

Le Monde :

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/04/17/douze-cents-palestiniens-detenus-en-israel-entament-une-greve-de-la-faim_1686494_3218.html

Libération :

http://www.liberation.fr/monde/2012/04/17/plus-dun-millier-de-detenus-palestiniens-en-greve-de-la-faim_812288

24 heures :

<http://www.24heures.ch/monde/2000-detenus-palestiniens-greve-faim/story/25213175>